

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

CREATION D'UN CABINET MEDICAL

Catégorie opération 2

2 Rue du Château d'Eau
27940 COURCELLES-SUR-SEINE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	26/01/2022	Plan Général de coordination en Phase DCE
2	28/01/2022	

CONTEXTE CRISE SANITAIRE COVID-19

Protéger la santé de tous les intervenants d'un chantier est une composante fondamentale de la mission de coordination SPS.

Dans ce cadre et au travers de la coactivité, la contamination à la Covid-19 apparaît comme un risque majeur que chaque entreprise se doit de prévenir.

A ce jour, les seules mesures de protection qui ont démontrées une certaine efficacité sont :

- le respect des gestes barrières (distanciation, lavage des mains et port du masque),
- la vaccination

.

RECOMMANDATIONS QUALICONSULT SECURITE

1) les mesures prises en matière de gestes barrière sont détaillées dans le corps du présent PGC.

2) Conformément au Protocole National Sanitaire du Ministère du Travail et au Guide de Préconisations Sanitaires de l'OPPBTP, chaque entreprise doit engager des actions d'incitation à la vaccination.

Ce sujet sera traité par chaque entreprise dans son PPSPS et lors de l'accueil chantier.

Par ailleurs, QUALICONSULT SECURITE peut proposer aux entreprises qui le souhaitent des campagnes de vaccination sur chantier.

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.7 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	15
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	17
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	18
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	19
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	19
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	20
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	21
3.5.1 Présence d'amiante	21

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	22
3.5.3 Travaux divers	22
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	22
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	23
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	24
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	25
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	27
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	29
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	30
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	30
5.2 CANTONNEMENTS	30
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	33
5.3.1 Mise en place bungalows	33
5.3.2 Cantonnement à étages	33
5.3.3 Installation électrique	33
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	34
6.1 ORGANISATION	34
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	35
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	35
6.2.2 Interdiction de fumer	35
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	36
7.1 PPSPS	36
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	36
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	36
8 Annexes	37
Panneau : En cas d'accident	37

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

CREATION D'UN CABINET MEDICAL

2 Rue du Château d'Eau
27940 COURCELLES-SUR-SEINE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Les travaux consistent à l'extension du cabinet médical pour la commune de Courcelles-sur-Seine. Travaux de gros œuvre, menuiserie extérieure, et intérieure, lots technique, revêtements de sol et murs, couverture, étanchéité.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

RDC

Nature de la couverture / toiture

Tuiles et toiture Terrasse sur l'extension

Nature des façades

Enduit

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	COMMUNE DE COURCELLES SUR SEINE PLACE DE LA MAIRIE 27940 COURCELLES SUR SEINE	TEL : 0232530514
Maître d'Oeuvre	SPACE 15 PA la Chartreuse - 3 rue Lavoisier - BP 21 27940 AUBEVOYE	TEL : 0232517603
Inspection du travail	DIRECCTE Cité Administrative - Boulevard Georges Chauvin 27000 EVREUX	TEL : 02 32 24 95 33
OPPBTP	OPPBTP Immeuble de la Marseillaise, - 28 rue Martin Luther King 14280 SAINT CONTEST	TEL : 02 31 44 23 61
CARSAT	CARSAT NORMANDIE 5, Avenue du Grand Cours - Service Prévention - CARSAT Normandie 76028 ROUEN	TEL : 08 21 10 76 10
Hôpital le plus proche	CENTRE HOSPITALIER EUR-SEINE 5 RUE DOCTEUR BURNET 27200 VERNON	TEL : 02 32 71 66 00
Centre anti-poison	CENTRE ANTI POISON 200, rue du Faubourg St Denis 75010 PARIS	TEL : 0140054848
Autres	CENTRE DES GRANDS BRULES : HOPITALE ST LOUIS 1 AVENUE CLAUDE VELLEFAUX 75010 PARIS	TEL : 01 42 49 49 49

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - VRD
- N°02 - GROS OEUVRE-DEMOLITION
- N°03 - CHARPENTE
- N°04 - COUVERTURE- ETANCHEITE
- N°05 - MENUISERIE EXTERIEURE
- N°06 - MENUISERIES INT7REIURE- CLOISONS- DOUBLAGE- PLAFONDS
- N°07 - PLOMBERIE- CVC
- N°08 - PEINTURE
- N°09 - ELECTRICITE- ALARME INCENDIE
- N°10 - CARRELAGE- FAEINCE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 8 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

L'étude Géotechnique du Bureaux GEOTECHNIQUE SAS 76150 MAROMME du 30/04/2021 Reference 2021.04-921

Incidence sur les travaux en fonction de la conclusion de l'étude de sol; les RISQUES SONT SUSCEPTIBLE D'ETRE LES SUIVANTS /

Stabilité des échafaudage

Stabilité des engins

Stabilité des voies de circulation

Risque d'enfouissement / effondrement

Grue de Chantier

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **LOT - GO**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant démolition et joint au dossier consultation DCE.

Cabinet Alea Contrôles 27302 Bernay

Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante, après analyse. Le diagnostic amiante sera joint au dossier DCE

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Une attention particulière sera apportée aux installations de chantier, à la co-activité entre les différentes entreprises, à la présence des salariés et élèves et au respect scrupuleux des horaires et lieux réservés aux travaux programmés par le maître d'œuvre. Ainsi chaque entreprise intervenant sur chaque phase sera responsable de :

- La propreté du chantier et de ses abords,
- Le nettoyage des véhicules sortant du site,
- La gestion des produits nocifs ou dangereux (feux interdits),
- La minimisation des nuisances sonores,
- L'information des riverains en cas de travaux spécifiques ou dangereux.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Plan PDF ou papier à diffuser pour avis au MOA, MOE, C. SPS	Affichage dans le cantonnement	- GO	- GO
Clôture	Panneaux Heras en grillage acier galvanisé stabilisé d'une hauteur de 2,00 mètres et disposant d'un système anti - effraction.	Délimitation de l'emprise chantier A indiquer sur le PIC	- GO	- GO

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Portail et portillon	- Portails : minimum 2.00 mth x 4.00 m avec chaîne et cadenas à code. -Portillons verrouillable minimum 1.20 mth x 2.00 m ht pour piéton	Suivant le PIC	- GO	- GO
Auvent Passage piéton couvert	Passage piéton protégé	Au droit des risques de chute d'objets/gravats.	- GO	- GO
Homme trafic	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Chaque entreprise	
Signalisation	Panneaux de signalisation de sortie d'engins et danger travaux	Au abords des accès au chantier	- GO	- GO
Grue et engin de levage	Mise en place d'une grue à Automotrice	Suivant le PIC	- GO/CHARPENTE	- GO/ CHARPENTE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Accès par portillon et portail (accès différencié pour véhicules et pour piétons).

Personnel inscrit sur le registre du personnel

Visiteur accompagné par le chef de chantier (ou équivalent).

Port des E.P.I. obligatoire pour accéder au chantier.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Selon PIC le plus adéquat par rapport à la localisation des travaux.	- GO	- GO

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte en cours de validité portée par chaque compagnon	Chaque Entreprise	Chaque Entreprise
Liste du personnel	-Support papier sur le chantier -Selon besoins spécifiques du chef d'établissement	Chaque Entreprise	Chaque Entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

A préciser sur le plan d'implantation et à rappeler le jour de l'inspection commune.

Une zone de stationnement sera définie, ainsi qu'une zone de déchargement et de stockage.

Dans tous les cas les circulations devront restées dégagées de tout encombrement et être faciles d'utilisation.

Les voies devront être nivelée et stabilisée pour toute la durée du chantier.

Les signalisations se feront suivant le balisage choisi par la mise en place de K5, K8, quilles, panneaux, flash, GBA avec flash, feux pour alternat, etc ...

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 de chaque entreprise :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Transport en véhicule partagé pour venir au chantier : Veiller à assurer la distance minimale de deux mètres entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.
- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydro alcoolique. Désactiver le recyclage d'air et privilégier l'ouverture des fenêtres pour assurer une aération continue.
- Privilégier les modes de transport individuels. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).
- En cas d'utilisation des transports en commun : respect de la distance minimale d'un mètre, port du masque obligatoire et lavage des mains obligatoire à l'arrivée au chantier.
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Essayer de maintenir les mêmes équipes chargées des livraisons afin de créer une cohésion solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée, y compris pour les phases de livraisons.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Il conviendra que les livreurs et les chauffeurs restent cantonnés dans leur cabine. En cas de réelle nécessité les distances de sécurité devront être respectées.

Rappel :

- **Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.**
- **les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.**
- **Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes disposition.**

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Par l'homme trafic ou homme de manœuvre	A l'entrée du chantier, à reprendre dans le PIC.	- GO	- GO
Voie intérieure	Voie carrossable en tout temps.	A reprendre sur le PIC	- GO	- GO
Aire de livraison	Plateforme stabilisée	Selon phasage travaux, à reprendre dans le PIC	- GO	- GO
Quai de déchargement	Aires carrossées interne au chantier	Voir PIC	- GO	- GO
Aire de stationnement	Carrossable en tout temps	A reprendre sur le PIC	- GO	- GO
Signalisation	Panneaux d'affichage, passage piétons, interdiction de stationné, sens de circulation, zone de stockage, parking travaux...	A reprendre dans le PIC	- GO	- GO
Homme de manœuvre	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Avertisseur de manœuvre	Sur engins de chantier et camions de livraison	Sur engins de chantier et camions de livraison	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Nettoyage avant sortie	Aire de lavage avec récolte des boues	Voir PIC et plan du site	-GO	-GO

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation et visite du chantier des compagnons Accueil sécurité	sans objet	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Aires carrossées à réaliser ou existant	A matérialisé sur le PIC Entre Poste de travail et base de vie	- GO	- GO
Cheminement cantonnement/chantier	Aires carrossées à réaliser ou existant	A matérialisé sur le PIC	- GO	- GO
Séparation piétons/véhicules	Barrières rigides type police	A matérialisé sur le PIC	- GO	- GO
Protection accès chantier	Châssis provisoire et serrure condamnant l'accès aux bâtiments en travaux	Suivant le PIC	- GO	- GO
Escalier provisoire	En sapine d'échafaudage conforme	Au niveau de la base vie	Couverture	Couverture
Cheminement sur chantier	Par cheminement carrossable	Suivant le PIC	- GO	- GO
Eclairage	De type Led ou Néon étanche fixés en hauteur	Zones de circulation verticale et horizontale	- Electricité	- Electricité
Signalisation	Panneaux / affichage et signalétique	Zone de circulation Voir sur le PIC	- GO	- GO
Accès couverture/terrasse	Depuis sapine d'accès	En façade du bâtiment	- Couverture	- Couverture
Auvent protection accès	Protection en tunnel sous échafaudage	Au droit de chaque accès sous échafaudage	- GO	- GO

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail,
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux,

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:

- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier
- à proximité des postes de travail

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en oeuvre des matériaux.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre sur plan de levage	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge de l'engin	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Recettes à matériaux	Sur chaque niveau du bâtiment A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	- GO	- GO Autres à définir par le MOE	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Monte matériaux	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Boitier de commande et installation électrique conformes
Treuil électrique	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée		Boitier de commande et installation électrique conformes
Camion auto-déchargeable	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre depuis aire dédiée	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Chariot élévateur	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge de l'engin	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Transpalette/chariot	En fonction des besoins de l'entreprise	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention écrite et contradictoire précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

En absence de prescription au CCTP, les moyens restent à la charge de chaque entreprise.

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'oeuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque lot

Lot chargé de l'entretien

Chaque lot

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
--------	-------------------	--------------	-------------	--------------

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produits chimiques dangereux	Local fermé sous clé Conteneur étanche Bac de rétention, Système de récupération	A définir en concertation avec le MOE	Naturelle ou Mécanique	Conformément aux fiches de données de sécurité (FDS) Respecter les règles d'incompatibilité entre les produits, Stockage indépendant des autres matériaux, Procédure d'intervention en cas de déversement accidentel - fiche conduite à tenir, Respect de la procédure environnement - Loi sur l'eau, Étiquetage
Matériaux non dangereux	Local fermé , Conteneur, à l'aire libre avec balisage	A définir en concertation avec le MOE	sans objet	Balisage et entreposage sur aire carrossée Pas de superposition de palettes
Bouteille de gaz comprimé	Sur rack ou chariot de stockage	A définir en concertation avec le MOE	Naturelle ou Mécanique A l'ombre	Sanglé sur rack ou chariot de stockage Hors zone inflammable Stockage verticale

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprises doit l'enlèvements de ces gravois en cour de chantier chaque semaines.

Le nettoyage de fin de chantier et a la charge du Lot Peinture

Un tri sélectif des déchets et mis en place est a la charge du lot gros oeuvre

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Nettoyage renforcé de la base vie et désinfection quotidienne des surfaces (poignées de portes, tables, dossiers de chaises, porte frigo micro-ondes etc...)

Rappel:

- **Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.**

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Du poste concerné	Tous les jours	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bac	Base de vie pour ordures ménagères Procédure Déchets chantier 28 janvier 2014	Autant que nécessaire	GO	GO
Bennes avec tri	Conformément au PIC et CCTP Procédure Déchets chantier 28 janvier 2014	Selon niveau	GO	GO

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

Procédure décrite dans : Procédure Déchets chantier 28 janvier 2014

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

LOT DESAMIANTEMENT-DEMOLITION-GROS OEUVRE

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
 - A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Terre polluée selon diagnostic pollution	Terrassement / GO	Selon préconisation du bureau d'étude spécialisé en zone balisée	Suivant conclusion du diagnostic	Selon préconisation du bureau d'étude spécialisé BSD à transmettre au MOA

3.5.3 Travaux divers

Sans objet.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Elles seront notamment Conformes au décret 2004-924 du 1er septembre 2004 et à l'article 5 modifié du décret du 8 janvier 65, à l'arrêté du 21/12/2004 et recommandation R408 du CNAMTS (échafaudage), à la circulaire DRT 2005-08 du 27/06/2005, etc...

Les protections collectives sont à privilégier par rapport aux EPI.

En toutes circonstances, une entreprise créant un risque ou un danger, par ces travaux ou par la réalisation d'un ouvrage, doit mettre en œuvre par tout procédé une ou des protections collectives adaptées, de façon à assurer la sécurité de ces employés et de toutes personnes susceptibles d'intervenir dans la zone dangereuse concernée.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Balisage en barrière police Blindage et accès sécurisé en fond de fouille Respect des préconisations du Géotechnicien	- GO/VRD	- GO/VRD

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	Balisage en barrière police Blindage et accès sécurisé en fond de fouille Respect des préconisations du Géotechnicien	- GO/VRD	- GO/VRD
Rive de plancher	Garde-corps rigide	- GO	- GO
Trémie petite dimension	Plaque d'obturation dimensionnée et fixée pour éviter tout glissement	- GO	- GO
Trémie grande dimension	Garde-corps rigide Platelage suffisamment dimensionné et fixé	- GO	- GO
Périphérie toiture terrasse	Accrotère d'un metre minimum prévu dans le cadre des plans Garde corps conformes au code du travail	- GO pour l'élévation du bâtiment. Puis ÉTANCHÉITÉ La protection sera mise en commun et maintenue pour tous les autres corps d'état.	- GO
Gaine ventilation en toiture terrasse	Plaque d'obturation calée pour éviter tout glissement	- GO pour l'élévation du bâtiment. Puis ÉTANCHÉITÉ La protection sera mise en commun et maintenue pour tous les autres corps d'état.	- GO
Charpente	Privilégier l'utilisation de plateforme de travail réglementaire plutôt qu'une protection individuelle. Privilégier les assemblages au sol	Charpente	Charpente

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel.

Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices)

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens

de manutention mécanisés et de dispositif de travaux en hauteur. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'oeuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages et de travaux en hauteur.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie du bâtiment	Selon phasage A préciser par MOE	Lot concerné	lot Concernés	Toute entreprise sous réserve de convention
Echafaudage intérieur	Toutes zones de travaux intérieurs	Selon planning et phasage travaux	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice	
Engin manutention aérien	Grue a tour suivant le PIC	Durée de mise à disposition pour approvisionnement TCE ; A PRÉCISER	- GO	- GO	Toute entreprise suivant convention
Engin manutention au sol	Télescopique, engin rotatif sur plateforme carrossable	A préciser par MOE	- GO	- GO	Toute entreprise suivant convention

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'installation électrique générale du chantier devra être réalisée conformément aux prescriptions des fiches techniques de l'OPPBTP, et au Décret du 14 novembre 1988 mentionnées dans les fiches et schémas type :

- Installations de chantiers y compris pour l'alimentation d'une grue si cela s'avère nécessaire.
- Eclairage provisoire extérieur et abord de chantier.
- Eclairage intérieur.

Les niveaux d'éclairements devront être les suivants :

- Voies de circulations : 10 lux.
- Aires de dégagements : 20 lux

Afin de respecter le cadre de la limitation et de la réduction des consommations d'énergie sur le chantier, l'entreprise mettra en place des détecteurs de présence pour les éclairages ou des horloges de programmations.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon le PIC	Avant le démarrage des travaux	- GO	- GO
Armoire générale	Suivant le PIC	Avant le démarrage des travaux	- GO	- GO
Alimentation cantonnement	Selon plan de réseau et PIC Raccordement des bungalows depuis l'armoire principale	Avant le démarrage des travaux	- GO	- GO
Alimentation grue à tour	Selon le PIC	Suivant le planning du MOE	- GO	- GO
Armoires secondaires	Dans la zone chantier à chaque niveau des bâtiments	selon avancement infrastructure et superstructure	Electricité	Electricité
Eclairage circulation verticale	Toutes zones de travaux	Selon phasage	- GO	- GO
Eclairage circulation horizontale	Toutes zones de travaux	Selon phasage	- GO	- GO
Eclairage poste de travail	Au droit de chaque poste de travail	Pendant toute la durée du chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Le maître d'oeuvre en fonction des tâches de chaque entreprise élaborera un planning dont une partie des objectifs est d'éviter les coactivités à risque et interdire toute superposition de tâches. Les postes de travail seront sectionnés par surface et par niveau, et les enchaînements des tâches, entreprise par entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique suffisant pour permettre de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition. Des protections (réglementaires) de la zone de chaque intervenant sera mise en place si nécessaire (garde corps, bâches, filets, contreplaqué).

Mesures de préventions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire COVID-19 :

Gestion exceptionnelle de la coactivité.

Suite à la demande de maintien ou reprise de l'activité pour le secteur du BTP de la part du gouvernement, et suivant le guide des bonnes pratiques de l'OPPBTB spécifiques, liées à la pandémie de COVID-19. Tout doit être mis en œuvre pour permettre de respecter les gestes barrières et la distanciation sociale.

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Limiter le nombre de personnes pour réduire les risques de rencontre et de contact.
- Essayer de maintenir les mêmes équipes afin de créer une cohésion d'équipe solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée.
- Attribuer les outillages de façon individuelle, sauf en cas de port systématique de gants de travail. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. Désinfecter le matériel entre deux compagnons, le cas échéant.
- Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements. Privilégier les circulations circulaires.
- Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique.
- Présenter l'organisation exceptionnelle des travaux avant chaque prise de poste et chaque demi-journée.
- Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins de deux mètres. En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/ DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical. (possibilité d'utiliser des masques de protection supérieure y compris ceux de type à cartouche ou masque à ventilation assistée). Le port du masque ne dispense pas du respect dans la mesure du possible de la distanciation sociale et dans tous les cas de l'hygiène des mains. Ecrans faciaux ou visières couvrantes (ajoutée au port du masque selon évaluation du risque) : descendant au moins 3 cm sous le menton.
- Dans le cadre de la pandémie de COVID-19, le ministère des solidarités et de la santé recommande, en population générale, d'éviter de porter des gants car ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc égal voire supérieur.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Décalage des horaires de prises de déjeuners pour éviter les regroupements de compagnons et la promiscuité dans les locaux.
- Réunions de chantiers limitées à un nombre d'intervenants selon les dispositions sanitaires en vigueur, à tenir hors espace confiné ou à mener en Visio conférence.

Même après la vague de pandémie, il conviendra de respecter pendant un temps les mesures de précautions.

Les plannings devront être adaptés en conséquence et permettre des interventions décalées et non simultanées, zones de travail bien distinctes.

Stopper l'activité en cas d'impossibilité.

- Les masques chirurgicaux et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Général de la poussière (autre que l'amiante)	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Aspiration à la source de l'émission de poussière Travail à l'humide	Lot concerné
Général un risque de chute d'objet	Toute entreprise génératrice du risque		Balisage du poste de travail ou de la zone concernée, Installation d'une protection rigide et efficace et adaptée type tunnel, Installation d'un moyen de récolte en cas de chute, Zone de levage balisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée... etc	Lot concerné
Général un risque de projection de matériaux / étincelles/ matériaux incandescent	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Poste de travail à l'écart de l'activité des autres corps d'état, Connaissance de la nature des matériaux en place, Installation d'une protection pare feu / pare flamme, Installation d'une parois ou bâche spécifique, Extincteur adapté à proximité du poste de travail, Signalisation du poste de travail, Installation d'un balisage adapté.	Lot concerné

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Ces travaux seront à préciser par chaque entreprise dans le PPSPS avec les mesures de prévention. Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Fondations	- GO	Terrassement mécanique Terrassement manuel à préciser dans le PPSPS	Localisation et traçage des réseaux existantes Absence de co activité Respecter des préconisations du géotechnicien	Balisage de la zone d'intervention, Assurer la stabilité des terres, Blindage de la fouille ou talutage. Assurer un franchissement sécurisé Tôle lourde ou passerelle piétonne
Tranchées	- GO/VRD	Terrassement mécanique Terrassement manuel à préciser dans le PPSPS	Localisation et traçage des réseaux existantes Absence de co activité Respecter des préconisations du géotechnicien	Balisage de la zone d'intervention, Assurer la stabilité des terres, Blindage de la fouille ou talutage. Assurer un franchissement sécurisé Tôle lourde ou passerelle piétonne
Pose d'éléments préfabriqués	-GO Toute entreprise concernée	à préciser dans le PPSPS	Absence de co activité Superposition de tâches interdite	Balisage de la zone d'intervention, Assurer la stabilité de l'élément ou de l'ouvrage, Pas d'homme sous la charge, Installation des protection collective sur élément avant le levage
Travaux en hauteur	Toute entreprise concernée	à préciser dans le PPSPS	Absence de co activité Superposition de tâches interdite	Balisage de la zone d'intervention, Personnel qualifié, Utiliser du matériel conforme et adapté, Respect de la notice d'utilisation, Installation d'une protection antichute

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE doit réaliser une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et des entreprises conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	En fonction des Retour des DICT et des plans de recollement du site	Maintien fonctionnels des réseaux sanitaires (Cf CCTP) Pas d'information autre	Localiser les réseaux maintenus en fonctionnement dans une zone chantier, Neutraliser consigner et purger les réseaux directement concernés	Chaque lot	Terrassement - GO Plomberie et Electricité en concertation avec le chef d'établissement et MOE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

La réalisation des VRD préalables à l'opération est obligatoire pour toutes les opérations du bâtiment d'un montant supérieur à 760 000€.

5.2 CANTONNEMENTS

Les cantonnements comporteront:

- un lieu de restauration, des vestiaires, des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.
- un entretien journalier des installations de la base vie pour toute la durée du chantier.

La dimension des pièces faisant offices de cantonnements sera adaptée aux effectifs de pointe en fonction des variations consécutives à la planification des travaux préétablis.

Il est rappelé que le personnel intervenant sur le chantier doit utiliser des installations sanitaires, des réfectoires et des vestiaires mis à leur disposition.

L'entreprise concernée fera appel à une entreprise extérieure spécialisée pour réaliser l'entretien de la base de vie.

Mise en place des mesures visant à prévenir le risque de contagion COVID-19 :

Gestion des déchets potentiellement contaminés : essuie-mains, lingettes, essuie-tout, masques, gants... doivent être jetés dans des poubelles à pédale et couvercle équipées de sacs à déchets étanches qui seront fermés par un lien et jetés via la filière des ordures ménagères.

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.

Respecter, en toutes circonstances, une distance de 4m² minimum par personne, ce qui doit permettre de garantir une distance minimale de 1 mètre autour d'une personne (dans toutes les directions):

- éventuellement, en organisant les ordres de passage,
- éventuellement, en décalant les prises de poste,
- éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins de deux mètres.
- bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...
 - en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.
 - Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.
 - Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier. Essuie-mains à usage unique et poubelle à disposition au point d'eau.
 - Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...).

- Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
- Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.
- Assurer une fréquence de nettoyage 2 fois par jour de toutes les installations communes et désinfection des douches au moyen de produits désinfectants. En cas d'arrêt de l'utilisation de la base vie inférieur à 5 jours, une désinfection devra se faire avant la reprise. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contact les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser **les mains, toilettes, y compris toilettes mobiles**) doivent être nettoyées. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé.
- Aérer les locaux et vérifier, le cas échéant, les installations de ventilation et climatisation.
- Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité.
- Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuels apportés par chaque compagnon.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Selon les normes en vigueur Recommandation 1,25 m ² /ouvrier (surface minimum de 45m ²)	Suivant le PIC	Equipé d'armoire double compartiments et de bancs en nombre suffisant. Chauffage et éclairage	- GO	- GO	- GO
Réfectoire	Selon les normes en vigueur Recommandation 1,50 m ² /ouvrier permettant de boire et de manger dans des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisante.	Suivant le PIC	Disposant d'un appareil de chauffe plat et de réfrigérateur	- GO	- GO	- GO

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Selon les normes en vigueur Recommandation 1WC / 2 urinoirs 3 laves mains minimum avec eau potable (eau chaude et froide)	Suivant le PIC	Nettoyage journalier 1 WC + 1 urinoir + 1 lave-mains (eau chaude et froide) + chauffage, éclairage et ventilation pour les travaux Consommables (papier toilette + savon + essuie-mains + sacs poubelles) pour l'ensemble des travaux.	- GO	- GO	- GO
Bureaux	Un bureau doublé d'une salle de réunion pouvant contenir 20 personnes.	Suivant le PIC		- GO	- GO	- GO
Salle de réunion	10 personnes	Suivant le PIC		- GO	- GO	- GO
Lavage botte	Suivant effectif chantier	Suivant PIC		- GO	- GO	- GO

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de défaillance, le Maître d'Œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure, la réalisation de la prestation sans sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du titulaire compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre fera faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais de l'entreprise responsable

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	- ELECTRICITE	- ELECTRICITE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si elles ont un secouriste du travail présent sur le chantier.

Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur).

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Sur chaque compagnon (téléphone mobile)	En état de fonctionnement	Fiche en cas d'accident à aménager dans le cantonnement	CHAQUE ENTREPRISE
Liaison avec les secours	Donner l'adresse précise du chantier	Plan de repérage simplifié à tenir à disposition		- GO
Accès secours	A définir dans le PIC	Laisser le passage suffisant pour les véhicules lourds Plan à transmettre aux services de secours du secteur		- GO
Point de rencontre	A définir dans le PIC	Plan à transmettre aux services de secours du secteur	Panneaux signalétiques	- GO
Secouriste	A minima 1 secouriste par entreprise présent sur le chantier	Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.	Port du logo SST visible sur casque ou sur veste.	Chaque entreprise

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	Une trousse de secours complète dans la base vie et dans chaque véhicule.	Réapprovisionnement de la pharmacie, Les entreprises utilisant des produits nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle-ci avant leur intervention	Panneaux signalétiques	Terrassement - GO
Défibrillateur	1 défibrillateur à mettre dans la base vie	Vérifier validité des électrodes et de la batterie	Panneaux signalétiques	Terrassement - GO
Extincteur cantonnement	A minima 1 extincteur par bungalow	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.	Panneaux signalétiques	Terrassement - GO
Extincteur chantier	Sur poste de travail	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.		Entreprise qui produit le risque

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

CREATION D'UN CABINET MEDICAL

2 Rue du Château d'Eau
27940 COURCELLES-SUR-SEINE

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: COURCELLES-SUR-SEINE
RUE :2 Rue du Château d'Eau

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.36.58.10.00 .